



6/POINTS CHAUDS

- 08 - ANALYSE Irak : entre État failli et chaos régional
- 13 - PORTFOLIO Le Kurdistan irakien revendique le droit d'exporter son pétrole via la Turquie
- 14 - ANALYSE Aux origines du conflit syrien
- 19 - PORTFOLIO Les États-Unis, complices des attaques chimiques de Saddam Hussein ?
- 20 - ANALYSE Serbie, pivot géopolitique des Balkans ?
- 25 - ENTRETIEN Quel avenir pour la Géorgie ?



32/DOSSIER

- 34 - ANALYSE La Russie, un acteur international par la force de la géographie
- 41 - ANALYSE Russie : une politique de défense entre concept, principes et pratiques
- 46 - ANALYSE Après la vague de protestation de l'hiver 2012 : la scène politique russe a-t-elle changé ?
- 50 - ANALYSE La géopolitique du religieux ou la géopolitique par le religieux : le cas russe
- 56 - ANALYSE Le Kremlin à la recherche d'une idéologie nationale à moindre coût
- 60 - ANALYSE L'économie russe en 2013 : sortir de l'enlisement



64/GÉOPOLITIQUE

- 66 - ANALYSE L'Arabie saoudite entre révolution et contre-révolution
- 71 - ANALYSE Où en est la diplomatie régionale saoudienne ?



78/GÉOÉCONOMIE

- 80 - ANALYSE Les raisons et les conséquences de la crise grecque
- 85 - ANALYSE La Grèce est-elle bientôt sortie de la crise ?



90/ALERTES DE SÉCURITÉ

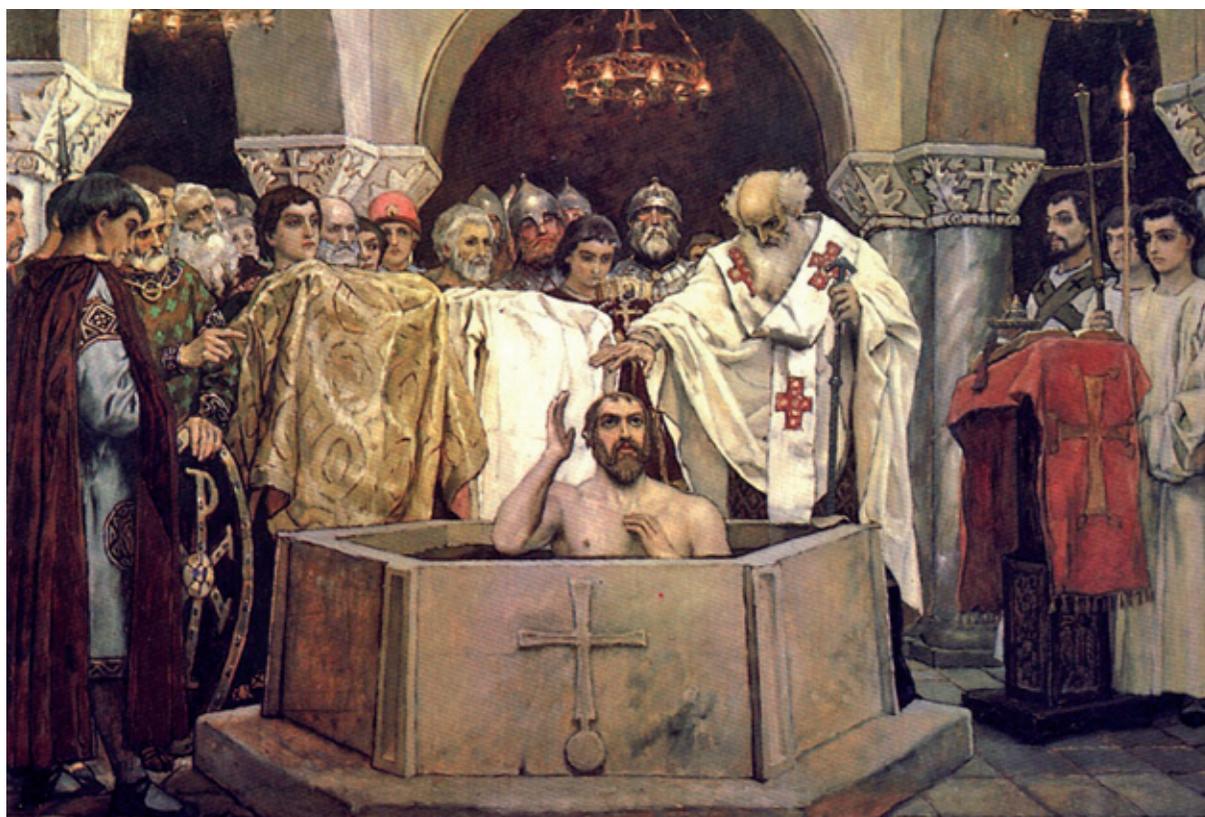
- 90 - CARTOGRAPHIE Alertes de sécurité dans le monde



95/LECTURES

Par **Elena Astafieva**, chargée de recherches au CNRS, CERCEC (CNRS-EHESS), chercheur-résident à l'Institut d'études avancées de Nantes.

Photo ci-dessus : Tableau de Viktor Vasnetsov (1890) représentant le baptême de Vladimir I^{er} (dit Vladimir le Grand), prince de Kiev, en 988, événement qui marque les débuts du christianisme en Russie et l'installation d'un pouvoir centralisé autour d'une dynastie choisie par Dieu. (© DR)



La géopolitique du religieux ou la géopolitique par le religieux : le cas russe

Dans sa doctrine de sécurité, le pouvoir russe actuel a défini la notion de « sécurité spirituelle » – la protection de l'héritage religieux traditionnel russe – comme l'un des fondements de la « sécurité nationale », ce qui témoigne du fait que les religions sont de nouveau perçues comme des forces mobilisatrices à l'intérieur et à l'extérieur de l'espace russe.

L'importance du religieux à l'intérieur de l'espace russe s'exprime dans la mise en avant par l'État de la fonction morale des religions, en particulier à l'école publique ; à l'extérieur, les religions sont un des vecteurs essentiels de la stratégie dite de « rassemblement du monde russe » dans les pays voisins (Ukraine, Géorgie, pays baltes, notamment à travers les actions de l'Église orthodoxe russe), ainsi que dans les pays plus lointains.

L'ensemble de ces évolutions atteste que les relations entre

l'État, les religions et la société, constituent un enjeu crucial de la Russie post-soviétique, qui, par ailleurs, dans ses pratiques politiques, y compris de gestion de la diversité ethnique et religieuse, se réfère, de manière explicite ou implicite, à l'époque impériale, ce qui incite à réfléchir sur l'importance du facteur religieux dans l'histoire russe sur la longue durée.

Le facteur religieux dans le passé russe

Les conquêtes des terres non-russes et non-orthodoxes qui



commencent au XVI^e siècle et qui s'éta-
lent sur trois cents ans, font de l'Empire
russe au XIX^e siècle l'unique entité po-
litique dans le monde incluant sur son
sol de vastes populations appartenant
aux quatre grandes religions universelles
(christianisme, islam, judaïsme et
bouddhisme). À l'époque impériale, les
religions sont impliquées dans tous les
processus de construction et de gou-
vernance impériale : ce sont elles qui
légitiment l'autorité monarchique et ga-
rantisent l'ordre moral et social ; c'est
à travers l'appartenance religieuse que
l'État définit l'appartenance ethnique ou
nationale des communautés et des indi-
vidus ; c'est par le système législatif ap-
pliqué aux religions et les institutions de
contrôle des cultes que le pouvoir gou-
verne une population multi-religieuse et
multi-ethnique ; c'est enfin en s'appuyant
sur les acteurs religieux – les pèlerins, la
diaspora arménienne et la population or-
thodoxe des Empires voisins – que la mo-
narchie affirme son statut, de puissance
régionale au XVIII^e siècle, et de grande
puissance européenne aux XIX^e et début
du XX^e siècle. Bien que le développement
d'une conception individuelle de la li-
berté de conscience, liée aux tendances
sécularisantes au sein de la société russe,
poussent le régime à promulguer le *Ma-
nifeste de tolérance* dans le contexte ré-
volutionnaire de 1905, et donc à modifier
le cadre juridique existant, c'est encore
essentiellement à travers la politique
confessionnelle que le pouvoir continue
à administrer les peuples au début du
XX^e siècle, et cela jusqu'à la fin de l'exis-
tence de l'Empire.

À l'époque soviétique, la place des reli-
gions dans le système politique change
de manière considérable.

Tout de suite après la révolution d'Octo-
bre, les Bolcheviks mènent une politique
répressive contre les orthodoxes ; cette
politique touche dans une moindre me-
sure les musulmans – les communistes
tatars essaient de lier le communisme et
l'islam –, mais aussi les catholiques. Les
Bolcheviks veulent préserver les bonnes
relations avec le Vatican, qui figure parmi
les premiers pays à avoir reconnu leur
pouvoir. Toutefois, au début des années
trente, toutes les religions deviennent
les cibles des campagnes antireligieuses
agressives.

Malgré les tentatives du pouvoir de l'État
athée d'éradiquer les religions, ces derni-
ères ne disparaissent pas complètement

de la vie des gens ; plus encore, dans
les moments cruciaux de l'existence de
l'Union soviétique, notamment pendant
la Grande Guerre patriotique (1941-
1945), Staline décide de réanimer la vie
religieuse pour mieux mobiliser la po-
pulation dans la lutte contre « l'ennemi
commun ». Après 1945, le pouvoir sovié-
tique utilise les institutions religieuses,
notamment l'Église orthodoxe, pour
renforcer l'image positive de l'URSS sur
la scène internationale, mais aussi pour
consolider l'unité des « peuples slaves »
à l'intérieur du camp socialiste et pour
renforcer sa place aux Proche et Moyen-

Orient parmi les populations arabes,
orthodoxes et musulmanes. Cette situa-
tion n'empêche pas les restrictions de la
pratique religieuse à l'intérieur de l'es-
pace soviétique.

La chute du mur de Berlin en 1989, et en-
core plus de l'Union soviétique en 1991,
pose aux acteurs majeurs de la Fédéra-
tion de Russie les problèmes suivants, en
partie non résolus jusqu'à aujourd'hui :
l'État russe est contraint de se donner
une nouvelle légitimité ; les religions, au
premier rang desquelles l'Église ortho-
doxe, cherchent à redéfinir leur place par
rapport à l'État et à la société ; la société

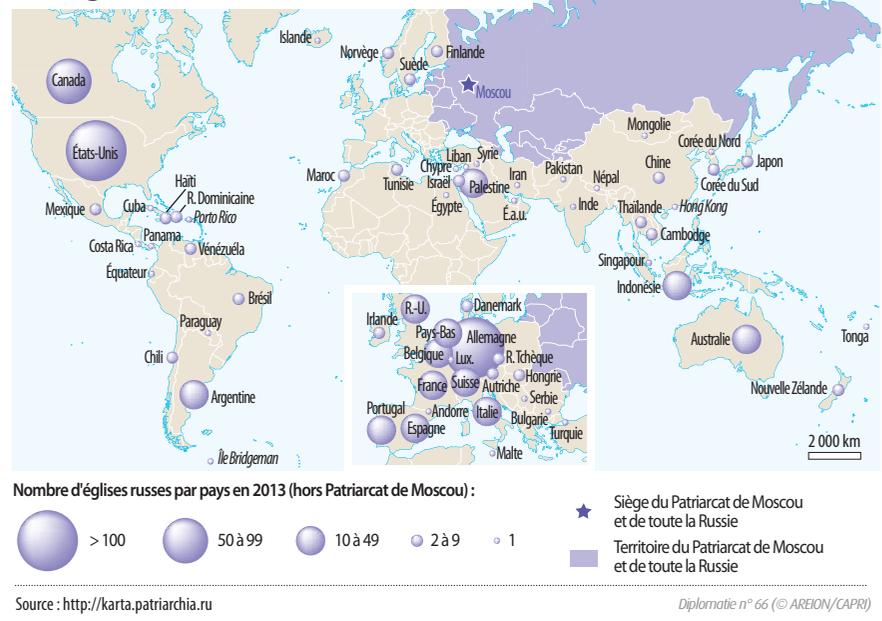
*“ Bien que la loi ne confère pas à l'Église
orthodoxe un statut de religion établie,
dans la pratique, elle se voit reconnaître
par un État en quête de légitimité une
place particulière du fait de son rôle
historique et symbolique. ”*



Photo ci-contre :

Cette icône orthodoxe
russe, exposée à l'église
de la sainte princesse Olga
près de Saint-Petersbourg,
représente une rencontre
entre Joseph Staline et la
sainte Olga. Selon la légende,
la sainte aurait prêté à
Staline la victoire du peuple
russe sur l'Allemagne nazie.
Le recours par Staline à
la religion orthodoxe
participa à la mobilisation du
peuple contre l'envahisseur
allemand, lors de la Seconde
Guerre mondiale. (© AFP/
Alexander Nikolayev)

Les églises russes dans le monde



russe est en quête d'une nouvelle identité nationale et culturelle (1) ; l'individu est amené à se situer par rapport à un régime politique et social, nouveau et incertain.

Comme le montrent les sociologues des religions, durant ces deux dernières décennies, deux périodes liées à deux tendances différentes se distinguent : à la fin des années quatre-vingt jusqu'au milieu des années quatre-vingt-dix, c'est l'idée de « pluralisme religieux égalitaire » qui domine dans le discours politique. La religion apparaît dès lors comme alternative symbolique au communisme, permettant de retrouver des valeurs universelles. Cette vision s'exprime dans le projet de construction d'une « nation civique » sur le modèle occidental, en introduisant le principe de laïcité et d'égalité de toutes les religions. Ce modèle de « pluralisme égalitaire » trouve sa concrétisation juridique dans la loi sur la liberté de conscience de septembre 1990 et dans la Constitution de 1993.

À partir du milieu des années quatre-vingt-dix, le modèle libéral religieux est remis en cause comme non conforme aux traditions russes, notamment après l'échec des réformes économiques et la perte par la Russie de son statut de superpuissance (après 1991). Dans la construction d'une nouvelle identité nationale, l'État a recours à l'Église orthodoxe en tant que dépositaire des valeurs anciennes et force de mobilisation symbolique. À son tour, l'orthodoxie, perçue par la majorité des Russes comme « la religion du peuple russe », participe à la construction d'une identité de type ethno-national ; mais par son territoire canonique, qui dépasse les frontières de la Fédération de Russie, l'Église est également porteuse potentielle de l'idée impériale. Cette nouvelle configuration aboutit à la loi de 1997 sur la liberté de conscience et les associations religieuses. Cette loi, tout en maintenant la séparation des religions et de l'État, introduit la notion de « religions traditionnelles » (dans l'ordre : orthodoxie, islam, bouddhisme, judaïsme, puis catholicisme et protestantisme) opposées aux associations religieuses de type sectaire. Bien que la loi ne confère pas à l'Église orthodoxe un statut de religion établie, dans la pratique, elle se voit reconnaître par un

État en quête de légitimité une place particulière du fait de son rôle historique et symbolique. Le « pluralisme égalitaire » fait place à un « pluralisme hiérarchisé et limité » (expression de A. Agadjanian).

L'Église orthodoxe russe et sa politique à l'intérieur et à l'extérieur des frontières russes depuis 2009

L'élection du patriarche Cyrille en janvier 2009 peut être vue comme le début d'une nouvelle période dans les relations entre l'État, l'Église orthodoxe et la société. Cet événement est susceptible d'influencer, de manière plus générale, le panorama religieux en Russie ; en effet, le patriarche Cyrille a déclaré, dès son intronisation, la nécessité de mener une « nouvelle mission » en Russie, avec l'idée de rendre l'Église plus présente dans tous les secteurs de la société. Les réformes entreprises depuis 2009 à l'intérieur de l'Église – fondation de 35 nouvelles éparques, création au sein du Saint-Synode d'un Département des relations entre l'Église et la société, d'un Département d'information et surtout du Conseil supérieur ecclésiastique, organe exécutif de l'Église sous la direction du patriarche – attestent de cette volonté des dirigeants orthodoxes. En analysant ces changements, Kathy Rousselet parle d'une congruence entre l'organisation du gouvernement politique et celle du gouvernement de l'Église (2). Le patriarche lui-même souligne la nécessité de « garder une verticale du pouvoir » ecclésiastique (3), en empruntant le langage de Vladimir Poutine et sa « verticale du pouvoir » politique, qui prévoit une forte centralisation étatique.

Toutefois, cette « nouvelle évangélisation » se heurte à différents problèmes. Celui, tout d'abord, provenant de la différence fondamentale de l'orthodoxie par rapport aux autres confessions chrétiennes : en effet, la forte tension entre les dimensions locale et universelle fait apparaître chez les orthodoxes une vision de leur mission sensiblement différente de celle des catholiques et des protestants, ce qui a influé sur l'effectif et les qualités des missionnaires dans le passé et qui se poursuit toujours. C'est pourquoi le patriarche Cyrille rappelle la nécessité de former une nouvelle génération de missionnaires qui soient capables de communiquer avec tous les milieux de la population russe, mais aussi avec la diaspora et les chrétiens d'Occident ; d'ailleurs, le séminaire orthodoxe russe Sainte-Genève, créé en 2009 à Épinay-sous-Sénart, selon l'objectif de ses supérieurs, doit « aider le patriarcat de Moscou à se doter de pasteurs polyglottes, ouverts, connaissant leur propre tradition et l'héritage des chrétiens d'Occident, capables de mener un dialogue de confiance avec les autres Églises et de s'engager dans la réflexion sociale entreprise par l'Église orthodoxe depuis plusieurs années ».

Si l'Église n'est pas encore tout à fait prête à fournir de nouveaux missionnaires, la société russe est loin d'être « orthodoxisée ». Plus encore, si à la fin de 2010, 76 % des personnes interrogées par le Centre Levada disaient appartenir à l'Église orthodoxe, elles étaient seulement 2 % à communier une fois par mois et 71 % déclaraient n'avoir jamais communié. Les protestations des années 2011-2012 contre le pouvoir politique, mais aussi en partie contre la haute hiérarchie de l'Église, ainsi que l'affaire du groupe Pussy Riot (4), attestent bien de l'existence du raskol entre une partie de la population russe, vivant dans les grandes villes et bien éduquée, et l'Église orthodoxe (5). Toutefois, malgré ce phénomène et malgré les déclarations des

hauts représentants orthodoxes qui affirment que la période de la « renaissance religieuse est terminée », l'Église orthodoxe russe reste une force politique importante à l'intérieur du pays : selon les sondages, organisés entre mai et juillet 2013, 53 % des personnes interrogées appartenant aux nationalités slaves de la Fédération de Russie sont prêtes à voter pour un parti politique orthodoxe.

L'Église orthodoxe russe s'investit beaucoup, non seulement dans sa politique intérieure, mais aussi dans sa politique extérieure. Bien évidemment, le patriarcat de Moscou soutient la politique de l'État en ce domaine, comme l'attestent, par exemple, ses actions vis-à-vis des événements en Syrie. Le 10 septembre 2013, à la veille des pourparlers entre les États-Unis et la Russie à Genève, le patriarche Cyrille fait une déclaration à l'attention du président Obama : « Aujourd'hui, la Syrie est l'arène d'un conflit armé auquel prennent part des mercenaires étrangers et des combattants liés aux centres terroristes internationaux. Pour des millions de citoyens pacifiques, la guerre s'est transformée en un Golgotha quotidien. » Comme le président

“ La société russe est loin d'être « orthodoxisée ». Plus encore, si à la fin de 2010, 76 % des personnes interrogées disaient appartenir à l'Église orthodoxe, elles étaient seulement 2 % à communier une fois par mois et 71 % déclaraient n'avoir jamais communiqué. ”

russe, le patriarche Cyrille demande au président Obama de renoncer aux frappes aériennes des États-Unis contre la Syrie, car « la conséquence d'une intervention militaire extérieure en Syrie peut être la prise du pouvoir par des forces radicales, qui ne sauront pas, et ne voudront pas garantir la concorde interconfessionnelle dans la société syrienne ». La même idée a été exprimée dans l'allocution prononcée au Conseil œcuménique des Églises en Suisse le 18 septembre 2013 par le métropolite Hilarion Alfeïev, président du Département des relations extérieures du patriarcat de Moscou, qui a souligné que « l'Église orthodoxe russe collaborait avec les autorités russes pour faire obtenir une solution pacifique au problème syrien ».

On observe le même travail commun étroit entre le patriarcat de Moscou et le gouvernement dans la politique extérieure russe vis-à-vis des anciennes républiques soviétiques, devenues après 1991 des pays indépendants, et définies comme « l'étranger proche ». Par exemple, les 7 et 9 septembre 2013, le patriarche Cyrille s'est rendu en Moldavie, pays qui se trouve devant un choix géopolitique d'une grande importance pour son avenir : quelle Union – européenne ou douanière eurasiatique (regroupant pour l'heure Russie, Biélorussie et Kazakhstan) – faudra-

t-il privilégier ? Comme le soulignent les observateurs russes, le caractère politique de cette visite patriarcale, définie par les organes officiels de l'Église comme « pastorale » et en rapport avec la célébration du bicentenaire de la création du diocèse de Kichinev de l'Église orthodoxe russe, est évident, car le patriarche est venu en Moldavie seulement quelques jours après la visite du vice-Premier ministre du gouvernement russe Dmitri Rogozine (6). Si D. Rogozine mettait en avant les intérêts économiques de la Moldavie (750 000 Moldaves travaillent actuellement en Russie), en demandant au pouvoir moldave de renoncer « au vecteur atlantique », le patriarche Cyrille faisait appel à l'héritage religieux commun : « Nous représentons une famille orthodoxe, qui dans les moments de joie et de peine se trouve unie... Je prie pour que personne ne puisse acheter l'âme du peuple moldave ou l'asservir ».

Mis à part cette étroite collaboration entre l'État et l'Église russe dans le domaine de la politique internationale courante, qui nécessite souvent des actions communes immédiates, le patriarcat de Moscou s'investit beaucoup dans deux projets stratégiques d'une grande importance pour lui, qui demandent des efforts de longue haleine. Ces projets sont liés directement à son propre jeu missionnaire, cette fois mené sur le terrain extra-russe. Il s'agit tout d'abord du projet de (re)construction de la citoyenneté spirituelle orthodoxe russe au-delà des frontières de la Fédération de Russie, par le biais de la réunification avec l'Église orthodoxe russe hors frontières intervenue en 2007, mais aussi par la constitution de nouvelles paroisses orthodoxes russes en Europe, aux Proche et Moyen-Orient, aux États-Unis et en Asie. En effet, l'archevêque Marc d'Yegorievsk, responsable des relations avec les institutions étrangères du patriarcat de Moscou, soulignait en juillet 2011 que le nombre des paroisses russes à l'étranger avait augmenté de manière significative depuis l'époque de la *perestroïka* : selon l'archevêque, le patriarcat de Moscou avait recensé en cette année 2011 plus de 400 paroisses dans 52 pays, mais pas assez de nouvelles églises pour accueillir des croyants, d'où l'idée de construire des églises orthodoxes russes dans différentes villes d'Europe, notamment

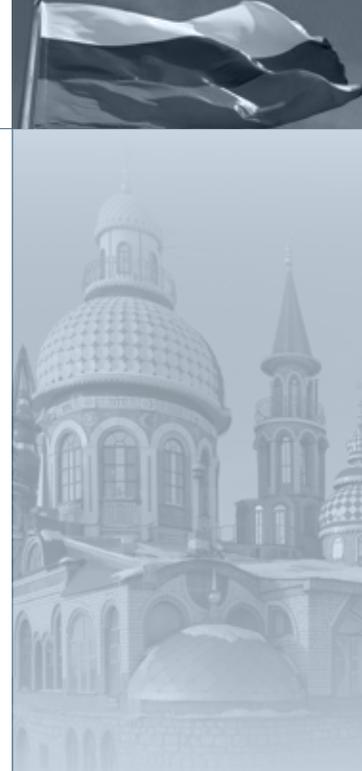


Photo ci-dessous :

Concert des Pussy Riots, le 20 janvier 2012, sur la place Rouge à Moscou. Fondé en 2011, ce groupe de punk-rock féministe russe s'est fait connaître en organisant des performances artistiques non autorisées pour promouvoir le droit des femmes en Russie et pour s'opposer à la campagne de Vladimir Poutine en 2012. Le 17 août 2012, trois membres du groupe ont été condamnées à deux ans de prison pour vandalisme et incitation à la haine religieuse suite à une exhibition jugée profane dans une église orthodoxe. (© Denis Bochkarev)



à Paris, Madrid, Strasbourg, mais aussi au Moyen-Orient – dans les Émirats arabes unis, et même en Thaïlande (7). L'exemple de Paris est significatif : il s'agit d'un projet de construction d'un centre spirituel et culturel orthodoxe russe avec une cathédrale et un séminaire ecclésiastique, à l'angle de l'avenue Rapp et du quai Branly, en lieu et place de l'ancien siège de Météo France, proche des lieux du pouvoir français. Ce projet a déjà suscité de nombreux débats d'ordre politique, religieux, économique, mais aussi architectural et urbanistique en France et en Russie elle-même (8). Une fois construit, ce centre, lieu de rassemblement des orthodoxes de différentes nationalités, permettra de définir Paris comme capitale extérieure de l'orthodoxie russe.

Le deuxième projet important pour le patriarcat de Moscou est la promotion auprès des instances internationales, comme le Conseil de l'Europe, la Commission européenne ou l'ONU, d'une conception orthodoxe de la personne et des droits de l'Homme. Cette conception a été fixée dans les *Fondements de l'enseignement de l'Église orthodoxe russe sur la dignité, la liberté*

par l'ONU en septembre 2012 de la résolution « Promotion des droits de l'Homme et des libertés fondamentales grâce à une compréhension profonde des valeurs traditionnelles de l'humanité », proposée par la Fédération de Russie et soutenue par plusieurs pays asiatiques et arabes, montre le succès de l'Église orthodoxe russe sur la scène internationale, car la table ronde menée le 27 février 2008 sous le titre « Le rôle des valeurs traditionnelles, de la dignité humaine dans la vie politique de la Russie et de l'Union européenne » par le métropolite Cyrille de Smolensk et de Kaliningrad, futur patriarche, était aux origines de cette résolution.

Ces deux projets missionnaires de l'Église orthodoxe sont à leur tour liés au projet géopolitique plus global, initié dans les années deux mille par le pouvoir russe, visant à (re)construire le « monde russe » (*Russkiy Mir*) qui dépasse l'espace étatique actuel et qui permettra à la Russie d'affirmer à nouveau son statut de superpuissance sur la scène mondiale, statut perdu dans les années quatre-vingt-dix.

“ Une fois construit, ce centre, lieu de rassemblement des orthodoxes de différentes nationalités, permettra de définir Paris comme capitale extérieure de l'orthodoxie russe. ”

L'actualité des autres religions dites traditionnelles : l'exemple de l'islam et du protestantisme

Le renforcement du travail missionnaire, et même tout simplement la plus grande visibilité de l'Église orthodoxe dans l'espace public russe, posent un problème aux représentants d'autres religions, car cela peut modifier l'équilibre établi depuis plusieurs années entre l'État russe et les « religions traditionnelles » ; il s'agit notamment de l'islam et du protestantisme qui, après l'Église orthodoxe russe, comptent le plus grand nombre d'institutions enregistrées par l'État. Par exemple, au début d'octobre 2009, le chef du Conseil des muftis de la Fédération de Russie, en réponse à l'idée du patriarche Cyrille de densifier la présence de l'Église à travers la construction « d'un édifice culturel dans chaque quartier des grandes villes », demande à son tour « la construction d'une mosquée dans chaque quartier de Moscou ». Par ailleurs, il rappelle l'héritage positif de la Horde d'Or dans l'histoire russe, et à l'idée « d'unité des peuples slaves » répétée par le patriarche Cyrille, et favorisée par l'État russe, réplique (menace ?) par l'idée « d'unité panturque ». Cependant, bien que l'islam représente une grande force politique, notamment au Caucase – l'idée de voter pour un parti musulman est soutenue actuellement par 68 % des habitants de la Tchétchénie et du Daghestan, et 42 % de la population de ces républiques caucasiennes veulent introduire la charia dans le système législatif – les organisations musulmanes de la Fédération de Russie n'arrivent pas à trouver un accord entre elles, y compris pour choisir une structure représentant la majorité des musulmans russes devant le pouvoir et sur la scène internationale.

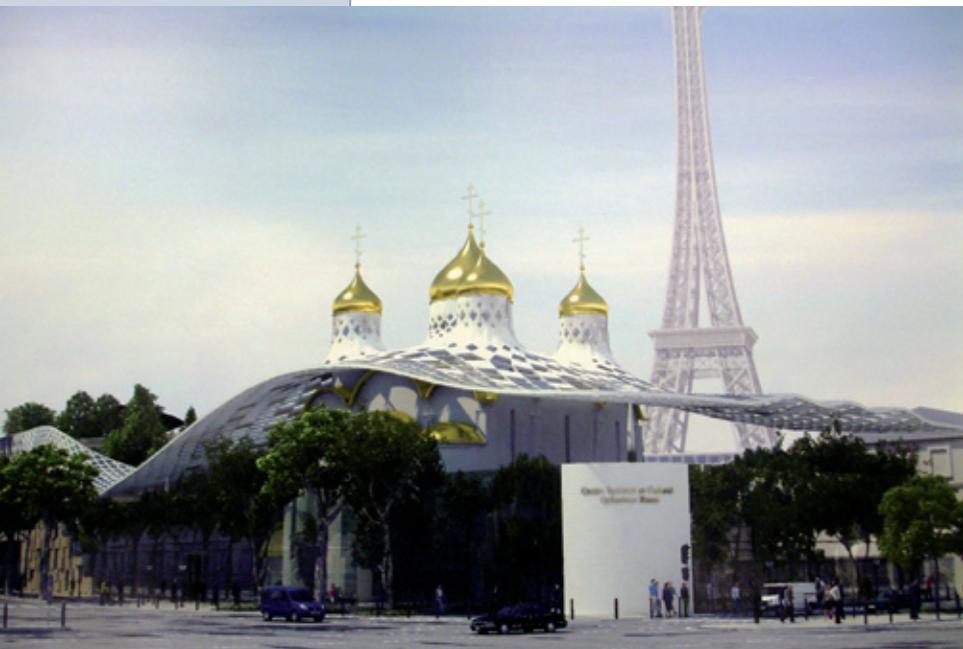


Photo ci-dessus :

Le projet de Manuel Nunez Yanowsky de construction d'un futur centre orthodoxe à Paris, quai Branly. Ce projet a d'abord été retenu, puis rejeté, jugé inadapté à l'aspect architectural de la ville, et toute la planification de la construction est restée en suspens. Initiée en 2007, sous la présidence de Nicolas Sarkozy, la construction d'un nouveau centre culturel et religieux russe devrait finalement débuter en 2014 et prendre fin au milieu de 2015, selon le chef de l'Intendance du Kremlin, Vladimir Kojine. (© Nunez Yanowsky)

et les droits de l'Homme et adaptée par le concile des évêques en juin 2008 (9). L'Église orthodoxe russe reconnaît l'institut des droits de l'Homme, dont la promotion peut permettre « le développement de la personne humaine et de la société ». Toutefois, selon elle, la référence aux droits de l'Homme permet aussi de mettre en pratique des principes qui contredisent les fondements mêmes de la foi chrétienne : « Les chrétiens sont incités par les structures politiques et sociales, d'une manière coercitive, à agir (...) à l'encontre des commandements divins ». Par ailleurs, l'Église russe est contre l'idée d'utilisation par « certaines civilisations » des droits de l'Homme dans le but d'imposer à d'autres leur mode de vie. La défense des droits ne doit pas être mise au « service des intérêts politiques de tel ou tel pays », comme « les droits de l'individu ne peuvent être mis en opposition avec les valeurs et les intérêts de la patrie, de la communauté, de la famille ». Autrement dit, la personne humaine, inscrite dans la tradition et dans la communauté – la famille, la paroisse, la patrie – représente pour l'Église russe un idéal à promouvoir en Europe et dans le monde entier. L'adoption



La « nouvelle évangélisation » de l'Église orthodoxe peut être vue aussi comme une réponse à la forte croissance du protestantisme évangélique, notamment dans les petites villes de province où la situation économique est désastreuse et où la présence de l'Église orthodoxe est pour l'instant moins visible qu'au cœur des grandes villes. L'objectif principal des protestants évangéliques est de témoigner leur loyauté au pouvoir, y compris en transformant cette religion perçue comme étrangère en religion authentiquement russe. Pour réaliser cet objectif, les dirigeants protestants évangéliques essaient de remplacer les pasteurs étrangers par des pasteurs russes, formés souvent à l'étranger ; de plus, ils n'hésitent pas à recourir à certains symboles orthodoxes (icônes, cantiques) dans la pratique culturelle, pour renforcer l'idée du caractère national russe de leur confession. Mais, comme dans le cas de l'islam, les protestants de Russie sont divisés, et toutes les tentatives de l'Union russe des chrétiens de la foi évangélique, la plus grande organisation des associations protestantes russes, de rassembler la plupart des groupes protestants sous son égide, ont échoué. Par ailleurs, les relations étroites des leaders de cette organisation avec le pouvoir et la politique de la loyauté envers ses représentants provoquent des critiques au sein même de l'Union, alors que ces relations et cette politique auraient permis, selon les observateurs, de renforcer l'influence des protestants en Russie au cours de la dernière décennie.

La religion au cœur de la géopolitique

La brève analyse des relations entre l'État, l'Église russe et les religions, dans le passé et le présent, atteste que ni l'orthodoxie, ni les autres religions, n'ont jamais joué un rôle indépendant par rapport au pouvoir, quelle que soit sa nature. Cette absence d'indépendance témoigne d'une certaine continuité historique, qui remonte non seulement à la Russie impériale, mais à l'époque plus ancienne. Malgré tout, à l'intérieur du champ des relations établies entre l'État et les religions, ces dernières trouvent un espace d'action, leur permettant de mener leur propre politique, y compris, comme c'est le cas pour l'Église orthodoxe, sur la scène internationale. Toutefois, même si, dans le cas russe, on peut parler de la géopolitique du religieux, notamment celle de l'orthodoxie, il serait plus approprié de parler de la géopolitique par le religieux : en effet, le pouvoir non seulement met en avant dans son discours idéologique les valeurs enseignées par les religions pour se donner une légitimité, mais surtout il les utilise dans le but plus global de renforcement de son autorité, et d'accroissement de son influence tant à l'intérieur de la Fédération de Russie qu'à l'extérieur de son espace étatique.

Elena Astafieva

Notes

(1) Sur la situation des années quatre-vingt-dix, voir le dossier préparé par Kathy Rousselet et Matthias Koenig : « Religious Diversity in the Russian Federation », *International Journal on Multicultural Societies*, UNESCO, vol. 2, n. 2, 2000 (<http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001437/143739m.pdf>), notamment l'article de A. Agadjanian, « Pluralisme religieux et identité nationale en Russie », pp. 125-151.

(2) K. Rousselet, « L'autorité religieuse en contexte post-soviétique : regard sur le fonctionnement des paroisses russes orthodoxes », *Archives de sciences sociales des religions*, 2013/2, n° 162, p. 17.

(3) Voir, sur la « verticale du pouvoir » proposée par le patriarche et son efficacité, l'interview du sociologue des religions russe S. Filatov,

publiée le 16 avril 2012 dans la revue russe *Ogoniok* (www.kommersant.ru/doc/1911914 – en russe), consultée le 10 octobre 2013, et K. Rousselet, *op.cit.*, p. 17 (notamment la note 2).

(4) O. Voronina, « Pussy Riot Steal the Stage in the Moscow Cathedral of Christ the Salvation: Punk Prayer on Trial Online and in Court », *Digital Icons: Studies in Russian, Eurasian and Central New Media*, n° 9 (2013), pp. 69-85 ; C. van Galle, T. Bremer, « Pussy Riot », *Russian Analytical Digest*, n° 122, février 2013.

(5) Sur la rupture entre l'intelligentsia et le patriarcat de Moscou, voir le texte de l'observateur de la vie politique russe A. Baunov : http://slon.ru/russia/kak_russkaya_tserkov_upustila_svoy_shans-779220.xhtml (en russe), consulté le 10 octobre 2013, ainsi que les analyses des sociologues des religions : S. Filatov (www.kommersant.ru/doc/1911914 – en russe), consulté le 10 octobre 2013, et K. Rousselet, *op.cit.*, p. 9.

(6) www.ng.ru/ng_religii/2013-09-18/4_soyuz.html (en russe), consulté le 20 septembre 2013.

(7) www.patriarchia.ru/db/text/157687.html (en russe), consulté le 9 septembre 2013. Voir également la carte des paroisses de l'Église russe à l'étranger : karta.patriarchia.ru (en russe), consultée le 24 octobre 2013.

(8) Ce projet a suscité une large couverture médiatique en France et en Russie. Si une partie des internautes russes a exprimé une certaine fierté face à ce projet de construction d'une grande cathédrale russe à Paris, une autre a dénoncé les dépenses engagées par l'État (plus de 70 millions d'euros) pour l'achat du bâtiment de Météo France et à venir (20 à 30 millions) pour la construction du centre spirituel, alors même qu'en Russie bon nombre d'églises dans les régions n'ont pas été restaurées depuis la chute de l'Union soviétique. La discussion pendant deux ans sur le site français « Parlons d'orthodoxie » autour de la nouvelle Église russe a montré également l'existence d'un gap entre l'« ancienne » et la « nouvelle » émigration : les descendants des « émigrés blancs » expriment l'idée de « la vraie réconciliation de toutes les juridictions russes pour dépasser la révolution bolchevique », alors que pour les ex-soviétiques venus en France après la chute de l'Union soviétique, cette idée de la révolution n'est pas d'actualité et relève d'un fait historique.

(9) Le texte en français : <https://mospat.ru/fr/documents/dignity-freedom-rights>, consulté le 20 octobre 2013 ; voir également l'article d'A. Bourmeyster, « L'Église orthodoxe russe et sa conception des droits de l'Homme » sur le site de l'Institut Est-Ouest de l'ENS de Lyon : <http://institut-est-ouest.ens-lyon.fr/spip.php?article282>, consulté le 22 octobre 2013.

Photo ci-dessous :

Le 15 octobre 2013 à Moscou, des musulmans prient le premier jour des célébrations de l'Aïd al-Adha. Présent en Russie depuis 450 ans, l'islam constitue la seconde religion du pays. Alors que la municipalité de Moscou prévoit d'ériger 200 nouvelles églises en plus des 645 basiliques existantes, la ville qui compte deux millions de musulmans totalise quatre mosquées, ce qui constitue la source de nombreuses tensions. (© AFP/Dmitry Serebryakov)



UN AUTRE REGARD SUR LE MONDE...

DIPLOMATIE

AFFAIRES STRATÉGIQUES ET RELATIONS INTERNATIONALES

Abonnez-vous, et économisez jusqu'à 35 % !



~~54€~~ **40€**

seulement pour toute une année de lecture, au lieu de 54 €
tarifs pour la France métropolitaine, voir conditions d'abonnement

~~108€~~ **70€**

seulement pour deux ans de lecture, au lieu de 108 €
tarifs pour la France métropolitaine, voir conditions d'abonnement

Également disponibles :

Des CD-ROM millésimés pour revenir sur 10 ans de *Diplomatie*



Délai de livraison : sous quinzaine dès réception de votre règlement. Pour des commandes en express, contactez le service commandes.

DIPLOMATIE



Nom.....
Prénom.....
Organisation/Profession.....
Adresse.....

Code postal.....
Ville.....
Pays.....
Téléphone.....
E-mail.....

Païement :
 par chèque uniquement pour la France (à l'ordre d'Areion)
 par carte bancaire (VISA/ Mastercard)
N° de carte ____ / ____ / ____ / ____
Date d'expiration __ / __
Cryptogramme (3 derniers chiffres au dos de la CB) ____
Signature (obligatoire) :

Abonnement 1 an (6 numéros) (port compris)

- France métropolitaine **40 €**
- DOM/TOM Europe **55 €**
- Étranger **70 €**

Abonnement 2 ans (12 numéros) (port compris)

- France métropolitaine **70 €**
- DOM/TOM Europe **100 €**
- Étranger **130 €**

CD millésimés

(1 an de Diplomatie au format numérique) (port compris)

- France métropolitaine **40 €**
- DOM/TOM Europe **45 €**
- Étranger **50 €**

- CD 2003 (N° 1 à 6)
- CD 2004 (N° 7 à 11)
- CD 2005 (N° 12 à 17)
- CD 2006 (N° 18 à 23)
- CD 2007 (N° 24 à 29)
- CD 2008 (N° 30 à 35)
- CD 2009 (N° 36 à 41)
- CD 2010 (N° 42 à 47)
- CD 2011 (N° 48 à 53)
- CD 2012 (N° 54 à 59)

Passez votre commande sur notre boutique sécurisée

WWW.GEOSTRATEGIQUE.COM



(Tarifs valables jusqu'au 31 mars 2014)

Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6.01.1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant. Les renseignements demandés sont réservés au traitement de votre commande. Par notre intermédiaire, vous n'êtes pas amené à recevoir de propositions émanant d'autres sociétés.

Bulletin à découper/photocopier et à renvoyer à AREION Group - DIPLOMATIE - 91, rue Saint-Honoré - 75001 Paris (France) - Tél. : +33 (0)1 75 43 52 71 - Fax : +33 (0)8 11 62 29 31 - commande@areion.fr

DIPLOMATIE LES GRANDS DOSSIERS

Bulletin à découper/photocopier et à renvoyer à :
AREION Group - DIPLOMATIE
91, rue Saint-Honoré - 75001 Paris (France)
Tél. : +33 (0)1 75 43 52 71 - Fax : +33 (0)8 11 62 29 31
commande@areion.fr

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays Téléphone

E-mail

Paiement : par chèque **uniquement pour la France** (à l'ordre d'Areion)

par carte bancaire (VISA/ Mastercard)

N° de carte ____ / ____ / ____ / ____ Date d'expiration __ / __

Cryptogramme (3 derniers chiffres au dos de la CB) ____

Signature (obligatoire):

Abonnez-vous à la nouvelle collection

DIPLOMATIE LES GRANDS DOSSIERS

Abonnement 1 an (6 numéros) (port compris)

France métropolitaine **45 €**

DOM/TOM Europe **60 €** Étranger **75 €**

Abonnement 2 ans (12 numéros) (port compris)

France métropolitaine **80 €**

DOM/TOM Europe **110 €** Étranger **140 €**

Achat au numéro

DIPLOMATIE LES GRANDS DOSSIERS (port compris)

Tarif promotionnel : France métropolitaine **11,95 €**

DOM/TOM Europe **13,95 €** Étranger **15,95 €**

N°02 : Géopolitique de l'information (Avril 2011)

CD N°03 : Géopolitique des États-Unis (Juin 2011)

N°04 : Géopolitique du Vatican (Août 2011)

N°05 : Géopolitique de la Russie (Octobre 2011)

N°06 : Atlas géostratégique 2012 (Décembre 2011)

N°07 : L'état des conflits 2012 (Février 2012)

N°08 : Géopolitique du Brésil (Avril 2012)

N°09 : Géopolitique de l'Asie du Sud-Est (Juin 2012)

N°10 : Géopolitique des mers et des océans (Août 2012)

N°11 : Géopolitique du Caucase (Octobre 2012)

N°12 : Atlas géostratégique 2013 (Décembre 2012)

N°13 : L'état des conflits 2013 (Février 2013)

N°14 : Géopolitique de l'Inde (Avril 2013)

N°15 : Géopolitique de l'eau (Juin 2013)

N°16 : Géopolitique des religions (Août 2013)

N°17 : Géopolitique du nucléaire (Octobre 2013)

N°18 : Atlas géostratégique 2014 (Décembre 2013)

CD millésimé

LES GRANDS DOSSIERS au format numérique (port compris)

Tarif promotionnel : France métropolitaine **50 €**

DOM/TOM Europe **55 €** Étranger **60 €**

CD 2011 (N° 1 à 6)

CD 2012 (N° 7 à 12)

Abonnement couplé

DIPLOMATIE + DIPLOMATIE LES GRANDS DOSSIERS

Abonnement 1 an (6 + 6 numéros) (port compris)

France métropolitaine **75 €**

DOM/TOM Europe **105 €** Étranger **135 €**

Abonnement 2 ans (12 + 12 numéros) (port compris)

France métropolitaine **140 €**

DOM/TOM Europe **200 €** Étranger **260 €**

(Tarifs valables jusqu'au 31 mars 2014)

Délai de livraison : sous quinzaine dès réception de votre règlement.

Pour des commandes en express, contactez le service commandes.

Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6.01.1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant. Les renseignements demandés sont réservés au traitement de votre commande. Par notre intermédiaire, vous n'êtes pas amené à recevoir de propositions émanant d'autres sociétés.

DIPLOMATIE

AFFAIRES STRATÉGIQUES ET RELATIONS INTERNATIONALES

LES GRANDS DOSSIERS

Achetez les anciens numéros...



Grands Dossiers
n° 01
L'ÉTAT DES CONFLITS
2011



Grands Dossiers
n° 02
GÉOPOLITIQUE DE
L'INFORMATION



Grands Dossiers
n° 03
GÉOPOLITIQUE
DES ÉTATS-UNIS



Grands Dossiers
n° 04
GÉOPOLITIQUE
DU VATICAN



Grands Dossiers
n° 05
GÉOPOLITIQUE
DE LA RUSSIE



Grands Dossiers
n° 06
ATLAS
GÉOSTRATÉGIQUE
2012



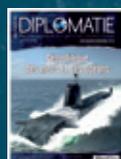
Grands Dossiers
n° 07
L'ÉTAT DES CONFLITS
2012



Grands Dossiers
n° 08
GÉOPOLITIQUE
DU BRÉSIL



Grands Dossiers
n° 09
GÉOPOLITIQUE
DE L'ASIE
DU SUD-EST



Grands Dossiers
n° 10
GÉOPOLITIQUE
DES MERS ET
DES OCÉANS



Grands Dossiers
n° 11
GÉOPOLITIQUE
DU CAUCASE



Grands Dossiers
n° 12
ATLAS
GÉOSTRATÉGIQUE



Grands Dossiers
n° 13
L'ÉTAT DES CONFLITS
2013



Grands Dossiers
n° 14
GÉOPOLITIQUE
DE L'INDE



Grands Dossiers
n° 15
GÉOPOLITIQUE
DE L'EAU



Grands Dossiers
n° 16
GÉOPOLITIQUE
DES RELIGIONS



Grands Dossiers
n° 17
GÉOPOLITIQUE
DU NUCLÉAIRE



Grands Dossiers
n° 18
ATLAS
GÉOSTRATÉGIQUE
2014



... et abonnez-vous au tarif préférentiel de 45€* au lieu de 66€**



Également disponibles : Des CD millésimés pour
revenir sur toute une année de *Grands Dossiers*

* en France métropolitaine (voir conditions tarifaires sur le bulletin d'abonnement)